Zeitschrift: Neue Schweizer Rundschau
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: - (1931)
Heft: 9

Artikel: L'Europe en détresse
Autor: Martin, William
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-853417

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'Europe en détresse

par William Martin

Nous venons de vivre des semaines dramatiques. Un craquement formidable s'est fait entendre dans la structure économique et sociale de l'Allemagne et tous les autres pays en ont été secoués. Ainsi va le monde. Lorsque le danger immédiat est passé, il reprend ses occupations et n'y pense plus. Aujourd'hui, la situation paraît stabilisée; mais comme on n'y a apporté aucun remède durable, comme il s'agit de forces aussi irrépressibles que les forces géologiques, qui travaillent lentement et aboutissent brusquement, on est bien obligé d'attendre les craquements nouveaux qui suivront le premier.

En apparence, il s'agit de problèmes purement financiers; la finance est aujourd'hui le point faible de la structure économique du monde. C'est tout naturellement là que se produisent les transformations les plus apparentes. En réalité, les causes sont bien plus profondes et les troubles financiers ne sont que la forme nouvelle des révolutions sociales. Pour comprendre ce qui vient de se produire sous nos yeux, il faut remonter quelque peu dans le cours du temps.

Au lendemain de la stabilisation du mark, l'Allemagne a fait sur elle-même un effort industriel auquel on peut, selon l'angle sous lequel on le considère, rendre hommage ou trouver à redire. Ce fut un grand spectacle que donna ce peuple, brisé par la guerre, par l'inflation et leurs conséquences, mais dont l'énergie s'est retrouvée intacte et qui en quelques années a dressé l'une des machines industrielles les plus formidables qu'on ait jamais vues. Mais ce spectacle comportait une lourde imprudence; non seulement le relèvement trop rapide de l'Allemagne devait donner de l'inquiétude aux autres peuples, que menace sa concurrence et que vise parfois son hostilité, mais encore, cette restauration industrielle n'a pas pu se faire sans d'énormes immobilisations de capitaux. Ces capitaux, l'Allemagne, vidée de toutes ses réserves par l'inflation, ne les possédait pas. Elle a dû les emprunter. En cinq ans, elle a demandé aux autres pays plus de seize milliards de marks, qu'elle a investis dans l'industrie et immobilisés. Si l'Allemagne avait pu renter ces capitaux, il n'y aurait rien eu à redire à cela; c'était une opération commerciale normale. Mais il aurait fallu que la

prospérité revînt dans le monde et que l'Allemagne trouvât de nouveaux débouchés, considérables par le nombre ou l'ampleur des affaires. C'est le contraire qui s'est produit. Au moment où l'Allemagne déjà formidablement outillée avant la guerre avait atteint une puissance industrielle incomparable, les débouchés se sont fermés les uns après les autres devant ses produits. Il a fallu clore des usines, le nombre des chômeurs est monté à cinq millions et les capitaux investis se sont trouvés « gelés ».

Ces difficultés se sont immédiatement répercutées sur le reste du monde, sous deux formes. D'abord, le spectacle du chômage allemand a vivement inquiété les autres peuples. Cinq millions de chômeurs, dont beaucoup n'ont jamais travaillé, dont 500,000 au moins sont des intellectuels, constituent un danger social qui peut n'être pas immédiatement apparent, mais qui, à la longue, doit nécessairement se révéler. Le succès des nationalistes et des communistes aux élections du mois de septembre en a été un premier symptôme qui, tout naturellement a provoqué de la part des capitalistes étrangers des retraits d'argent causant eux-mêmes de nouvelles difficultés à l'intérieur.

De plus, les autres peuples, et notamment les Américains et les Anglais qui ont investi en Allemagne des sommes importantes, ont senti dans leur économie la répercussion des difficultés allemandes et ont commencé à s'en inquiéter d'autant plus qu'elles les touchaient directement.

Là est en partie la raison pour laquelle l'affirmation des Allemands que les paiements de réparation étaient à l'origine de toute la crise économique mondiale, a trouvé au dehors d'Allemagne beaucoup de créance. Il est exagéré de dire que l'Allemagne ne pouvait pas opérer les paiements Young, puisque, au moment même où on lui demandait des sommes de l'ordre de grandeur de 2 milliards de marks, on lui en prêtait de l'ordre de grandeur de 3 à 4 milliards par an. Mais les paiements de réparation ont privé l'économie allemande de fonds de roulement dont elle avait besoin et pesé d'autre part sur la confiance du peuple allemand dans l'avenir, confiance nécessaire pour supporter ses épreuves présentes.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que les financiers anglais et américains ont admis que les paiements de réparation constituaient un élément essentiel de la crise économique mondiale. On croit en Angleterre que les difficultés économiques sont dues essentiellement au désordre des prix, lequel résulterait pour une large part de la mauvaise

répartition de l'or entre les différents pays. Le solde créditeur de la France au titre des réparations a accumulé peu à peu à Paris des réserves d'or considérables, dont une partie s'échappait de Londres, et les Anglais ont pensé que le seul moyen de rétablir un équilibre nécessaire à la stabilité des prix et au maintien de la prospérité, était de mettre fin à cet afflux d'or vers Paris, c'est-à-dire, en dernière analyse, aux réparations.

Lorsqu'au mois de juin, les difficultés de l'Allemagne se sont accentuées, lorsque MM. Brüning et Curtius sont venus à Londres dire que leur pays était aux abois, le président Hoover a lancé son appel en faveur de la renonciation aux dettes d'Etat internationales.

Cette initiative que l'Europe appelait de ses vœux depuis de longues années, n'a cependant pas opéré l'effet de soulagement immédiat qu'on en attendait. Cela fut dû en partie au fait que l'offre du président Hoover ne fut pas acceptée sans autre par la France et en partie au fait que le caractère soudain et dramatique du remède proposé a fait apparaître aux yeux de larges couches de populations, qui ne l'avaient pas encore compris, l'état presque désespéré dans lequel se trouve l'économie européenne. De sorte que, au lieu de l'allègement espéré, on a vu se produire en juillet une aggravation de la situation financière de l'Allemagne. Le gouvernement allemand a adressé aux autres peuples un appel retentissant; ses ministres sont venus à Paris, puis à Londres, mais ils en sont repartis, sous réserve de quelques mesures de détail, les mains vides.

Ici deux questions se posent. La première est: Pourquoi n'a-t-on pas utilisé, dans ces circonstances le mécanisme de la Société des Nations? La seconde est: Pourquoi la France a-t-elle fait obstacle à une solution radicale des difficultés européennes?

A la première question, il faut donner une réponse qui paraîtra peut-être un peu singulière, bien qu'elle soit strictement exacte. Ce qui a empêché le problème d'être traité à Genève, ce sont des questions de personnes. Il se trouve que dans chacun des grands pays intéressés, la Société des Nations est devenue depuis quelques années l'affaire d'un seul homme: le ministre des affaires étrangères, M. Briand en France, M. Henderson en Angleterre, M. Curtius en Allemagne. Il se trouve également que, pour des raisons diverses dans lesquelles nous ne pouvons pas entrer ici, M. Brüning n'a pas une pleine confiance dans M. Curtius, M. MacDonald ne s'entend pas bien avec M. Henderson et M. Laval n'ose pas confier certaines affaires à M. Briand. Aller

à Genève, c'était dessaisir les présidents du Conseil au profit des ministres des affaires étrangères, et ceux-ci ne l'ont pas voulu. Le prestige de la Société des Nations peut en être légèrement atteint, la Société des Nations elle-même est, en cette affaire, sans responsabilité.

A la seconde question, il faut donner deux réponses différentes. Il est certain tout d'abord que le peuple français n'est pas parfaitement informé de la situation de l'Allemagne. Relativement peu atteint encore par la crise économique et ayant le sentiment d'être complètement à l'abri de tout risque social, le Français a une tendance à croire que les plaintes des Allemands sont exagérées et n'ont d'autre but que de forcer la main à la France. On a beau répéter aux Français que si on leur demande d'aider l'Allemagne, c'est uniquement parce qu'une révolution allemande risquerait de se répandre dans le monde entier, ils ne le croient pas et lorsqu'on leur dit que les difficultés financières de l'Allemagne sont telles que les paiements de réparations cesseront en tout cas, même si la France s'y oppose, et que, par conséquent, il vaudrait mieux avoir le bénéfice moral de ce qu'on ne peut pas empêcher, les Français répondent que tout ce qui se passe est de la faute des Allemands et de leur politique somptuaire.

Il y a dans cette affirmation quelque chose de fondé, mais on en tire des conclusions exagérées. Ce ne sont pas les dépenses de luxe des Etats allemands qui ont provoqué la catastrophe actuelle, parce que cette catastrophe n'est pas de nature budgétaire. Les difficultés allemandes sont économiques et dues aux investissements de l'industrie. Même si l'argument de la France était absolument exact, on devrait répondre que lorsqu'on est en présence d'un malade contagieux, on ne se demande pas s'il est responsable de sa maladie, on commence par le soigner pour éviter qu'il ne la donne aux autres gens. Telle est exactement la situation de l'Allemagne à l'heure actuelle. Il faut venir à son secours, non par sympathie et pour des raisons de sentiment, mais par prudence et pour des raisons objectives. C'est ce que les Français ont beaucoup de peine à comprendre.

La part faite de ces questions d'information, du rôle plus ou moins heureux que joue en France une partie de la presse et d'une méfiance instinctive que le passé explique suffisamment, il faut faire un pas de plus et reconnaître que si le gouvernement français n'est pas venu dans cette crise au secours de l'Allemagne, il a eu pour cela une raison objective et puissante: il ne le pouvait pas. La crise financière de l'Allemagne est de telles dimensions qu'aucun pays, même le plus riche,

n'est en mesure d'y porter remède rapidement. Seul un grand emprunt international pourrait y parvenir – et encore, car si seize milliards en cinq ans donnés à l'Allemagne n'ont pas évité les difficultés actuelles et les ont même provoquées, on peut se demander si quelques milliards de plus opèreront le miracle inverse. En tout cas, un emprunt international exigerait la collaboration de tous les gouvernements et plus que cela: la confiance des capitalistes auxquels on demandera de donner leur argent. Cette confiance ébranlée par la disparition du Plan Young n'existe plus aujourd'hui que dans une faible mesure, et l'on peut se demander si le gouvernement français – l'eût-il voulu – aurait pu amener beaucoup de ses citoyens et de ses banquiers à souscrire de nouvelles valeurs allemandes dans les conditions d'incertitude actuelle.

La situation se caractérise donc en ce moment par deux traits contradictoires: l'un est que la difficulté dans laquelle se débat l'Allemagne est d'une gravité telle qu'on n'en voit pas le remède; l'autre est qu'il est urgent et nécessaire d'aider l'Allemagne, non pas dans son intérêt, mais dans l'intérêt des autres peuples eux-mêmes. La crise allemande n'est pas limitée à l'intérieur des frontières de l'Allemagne, elle s'étend aux pays qui ont prêté de l'argent aux Allemands, c'est-à-dire aux Américains et aux Anglais. Les fluctuations de la Livre sterling, qui n'ont même pas été arrêtées par un secours immédiat et radical de la part de la Banque de France, en sont un symptôme. L'Angleterre a prêté à l'Allemagne de l'argent qui lui a été confié par le reste du monde, que le monde lui réclame et qui n'est plus liquide. Une difficulté financière grave vient ainsi s'ajouter à sa propre crise économique et à ses propres difficultés sociales. L'Angleterre ayant toujours été considérée comme la réserve d'argent du monde, l'ébranlement de sa situation ira de répercussion en répercussion jusqu'aux confins de la terre. Il n'est pas un seul peuple qui puisse se déclarer désintéressé dans cette affaire.

D'autre part, nous l'avons dit, la situation sociale de l'Allemagne pourrait, au cours des mois prochains, se compliquer de telle façon que toute l'Europe en serait menacée. Il n'est pas nécessaire de penser à une révolution de forme bolchéviste. Le plus probable est que les partis de droite, appuyés sur une masse révolutionnaire active, chercheront à s'emparer du pouvoir en Allemagne. Ils se heurteront à la résistance active des syndicats ouvriers qui comprennent tous les ouvriers nantis, qui tiennent à la législation sociale et qui constituent pour cette raison un élément conservateur. La résistance des syndicats ne pourrait être brisée que par la force, c'est-à-dire par la guerre civile,

et c'est dans des troubles violents que les communistes, trop faibles pour prendre eux-mêmes le pouvoir, pourraient triompher.

La situation du reste de l'Europe n'est pas beaucoup plus saine que celle de l'Allemagne. Certains pays, comme l'Autriche et la Hongrie, sont dans une situation très analogue. D'autres, comme les pays agraires de l'Europe orientale, la Pologne, la Roumanie, se débattent dans des difficultés qui ont amené leurs classes paysannes au bord du désespoir. D'autres, enfin, moins menacés directement par la révolution, risqueraient fort d'en subir les contre-coups. C'est un homme d'Etat de l'Europe centrale qui a dit récemment: « Je ne vois pas un seul pays sain en dehors du mien. »

Aussi longtemps qu'aucun pays n'a pris l'initiative de la révolution, nous avons le temps de chercher à nos difficultés des remèdes. Mais le jour où des troubles auront éclaté quelque part, personne ne peut être sûr de les arrêter à telle ou telle frontière.

Il faut toujours se garder des prophéties et surtout pessimistes. Les gens qui ont vu venir la guerre de 1914 ont eu jusqu'au dernier jour le droit d'espérer qu'on pourrait l'éviter. De même à l'heure actuelle, on ne peut pas dire que la révolution soit fatale. Les hommes d'Etat qui se rencontrent à Genève ont en général une vue nette et exacte de la situation. Ils entrevoient les remèdes nécessaires, qui se trouvent tous dans l'ordre d'une plus grande solidarité tant financière qu'économique. Mais l'évolution des esprits dans leur propre pays est en retard sur l'évolution des faits sur le plan international. Tous sont paralysés, soit au sein de leur gouvernement par des collègues, soit devant leur parlement, par l'incompréhension de certains partis, et aucun n'ose prendre les initiatives que tous savent nécessaires.

A cet égard, la crise que nous venons de subir peut être bienfaisante. L'Assemblée se réunira en septembre sans un programme précis, mais en ayant sous les yeux un avant-goût des conséquences que risquerait d'avoir pour le monde une inaction prolongée.

Il est permis d'espérer qu'elle agira, mais il faut agir sans retard, car des maux auxquels on ne porte pas remède ont une tendance à s'aggraver, et si d'ici à l'hiver prochain, rien de précis n'a été tenté, on ne peut pas se dissimuler qu'il sera plus dur encore que n'a été le dernier, aux dangers du quel nous n'avons échappé que par miracle.